

Préparation à l'agrégation d'économie-gestion

PAF Paris-Créteil-Versailles

Exposé sur une analyse économique appliquée aux organisations

Durée de la préparation : quatre heures. Durée totale de l'épreuve : une heure maximum

(Exposé : quarante minutes maximum - entretien : vingt minutes maximum) ;

Coefficient 1

L'harmonisation fiscale internationale : une utopie ?

Interrogation sur les termes du sujet :

- ❖ **Harmonisation fiscale** : que tous les territoires aient les mêmes taux d'imposition / que toutes les activités aient les mêmes taux d'imposition
- ❖ **Harmonisation fiscale internationale (HFI)** : que tous les pays aient les mêmes taux d'imposition pour chaque activité / que tous les pays aient les mêmes taux d'imposition pour toutes les activités
- ❖ **Utopie** :
 - Projet impossible, imaginaire → aspect « **peut-on ?** » = **aspect positif**
 - Projet idéal → aspect « **faut-il ?** » = **aspect normatif**

Une HFI est possible	Une HFI n'est pas possible
<ul style="list-style-type: none">- Volonté politique des Etats<ul style="list-style-type: none">○ Lutte contre les paradis fiscaux accentuée depuis la crise des subprimes (2008), le Sommet du G20 de Londres (2009), Obama etc...○ Etats-Unis : volonté d'une taxation minimale des multinationales<ul style="list-style-type: none">▪ La France s'y est déclarée favorable également.▪ Concernerait notamment les géants du numérique.	<ul style="list-style-type: none">- Difficulté à déterminer le niveau de taxation optimale qui serait choisi<ul style="list-style-type: none">○ La courbe de Laffer et le modèle de Keen visent à trouver un taux d'imposition qui permette de maximiser les recettes fiscales de l'Etat<ul style="list-style-type: none">▪ Prenant en compte le taux d'imposition▪ Ainsi que les possibilités de discrimination, par exemple selon la mobilité des bases fiscales.- Absence de contrainte par une institution supranationale<ul style="list-style-type: none">- Exemple (doc 5) : dans l'UE, les traités acceptent un taux d'imposition sur les sociétés de 0%.

Une HFI est souhaitable	Une HFI n'est pas souhaitable
<ul style="list-style-type: none"> - Des taux d'imposition différents entraînent une course au moins disant fiscal / concurrence fiscale <ul style="list-style-type: none"> o « Course vers le bas » mentionnée par Janet Yellen - Pour éviter l'évasion fiscale <ul style="list-style-type: none"> o « Vote par les pieds » de Tiebout, « exit, voice, loyalty » d'Hirschman o Elle génère une perte de recettes fiscales <ul style="list-style-type: none"> - Or celles-ci sont nécessaires pour le financement des Etats, de leurs politiques publiques, des biens publics o Et ce d'autant plus que ce sont les entreprises et les ménages les plus riches, donc qui paient le plus d'impôt, qui sont les plus enclins à l'évasion fiscale et à l'optimisation fiscale - L'évasion fiscale rend le système fiscal moins progressif, car paradis fiscaux et optimisation fiscale peuvent être utilisés par les plus riches ⇒ accroissement des inégalités - L'harmonisation fiscale permettrait de lutter contre la défiance vis-à-vis de la fiscalité <ul style="list-style-type: none"> o « Consentement à l'impôt » 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous certaines conditions, une discrimination fiscale permettrait d'augmenter les recettes fiscales totales par rapport à une taxation uniforme (voir modèle de Keen) - Une fiscalité avantageuse peut consister en un avantage comparatif (Ricardo) / avantage compétitif pour le pays, ce qui lui permet d'attirer capitaux étrangers et IDE. <ul style="list-style-type: none"> - Source de spécialisation, favorable à l'économie dans son ensemble ?

QUESTIONS

❖ Présenter la règle de Ramsey (1927).

- o Recherche de la fiscalité indirecte optimale
- o Il faut taxer plus fortement les biens dont l'offre ou la demande est la plus rigide, la moins élastique au prix.
 - Mais problème en termes d'équité, car les biens dont la demande est la plus rigide sont le plus souvent des biens de première nécessité, comme le pain ou les produits alimentaires de base. Or la part des biens de 1^{ère} nécessité est plus importante dans le budget des ménages les plus défavorisés.
- o Implications de la règle de Ramsey :
 - La fiscalité portant sur les facteurs de production doit privilégier des taxes sur les facteurs dont l'offre est la plus rigide : il vaut donc mieux taxer le travail plutôt que le capital.

- Si l'on souhaite tout de même taxer le capital, il faut alors taxer les biens capitaux immobiliers, ce qui justifie les impôts fonciers plutôt que les taxes portant sur le capital financier.

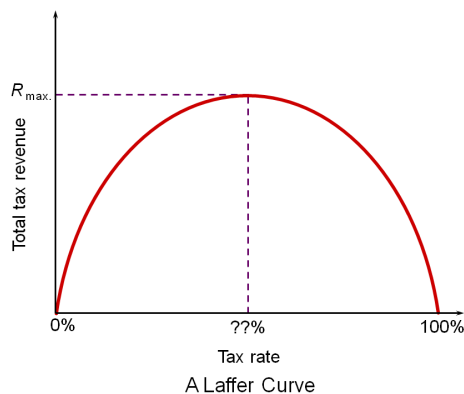
❖ **« Vote par les pieds », Tiebout (1956), « Exit, Voice and Loyalty », Hirschman (1970)**

❖ **Quel est l'intérêt d'avoir un taux d'impôt sur les sociétés à 0%, comme les îles anglo-normandes Jersey et Guernesey ?** (document 4)

- Porte d'entrée pour les fonds financiers sur les marchés européens
- Exceptions : taux de 10% pour les entreprises proposant des services financiers, à 20% pour les fournisseurs d'eau ou d'énergie. Le taux maximum de l'impôt sur le revenu est fixé à 20%.
- Place très attractive pour la finance.

❖ **Présentez la courbe de Laffer et le modèle de Keen. Montrez l'intérêt de ces deux concepts économiques pour l'Etat.**

- **Courbe de Laffer :**



- Les recettes fiscales augmentent avec le taux d'imposition... jusqu'à un certain seuil (non défini)
 - Au-delà de ce seuil, une augmentation du taux d'imposition vient réduire les recettes fiscales de l'Etat car :

- Effet désincitatif au travail (arbitrage travail/loisir), ou en tout cas désincitatif au travail déclaré.
- Effet incitatif à l'évasion fiscale
- Effet incitatif à l'optimisation fiscale, par exemple grâce à des niches fiscales.

- **Modèle de Keen** (présenté dans le doc 2)

- Article : Preferential régimes can make tax competition less harmful, Michael Keen, 2001, National Tax Journal, vol. 54, n°4, p757-762 (disponible sur le site internet)
- Un pays qui ne discrimine pas les taux d'imposition (même taux d'imposition pour toutes les bases fiscales, mobiles ou non) va choisir un taux d'imposition plus faible...
- ... qu'un pays qui choisit de discriminer et d'appliquer un taux d'imposition différent selon la mobilité des bases fiscales (taxer davantage les bases les moins mobiles)
 - Ce pays peut ainsi maximiser ses recettes fiscales grâce à la discrimination. Le pays a ainsi la possibilité de bénéficier favorablement de la concurrence fiscale existante entre pays.
 - On peut même faire un parallèle avec la règle de Ramsey (fiscalité) : le taux d'imposition doit être élevé sur les biens dont l'élasticité-prix de la demande est faible)

- **Intérêt de ces deux concepts économiques pour l'Etat**

- Trouver un taux d'imposition qui permette de maximiser les recettes fiscales de l'Etat
 - Prenant en compte le taux d'imposition
 - Ainsi que les possibilités de discrimination, par exemple selon la mobilité des bases fiscales.

❖ **Proposez une distinction entre optimisation fiscale et évasion fiscale. Montrez que ces deux comportements limitent la capacité de financement de l'économie française.**

- **Optimisation fiscale** : consiste à échapper à l'impôt par différents moyens légaux (régimes légaux, utilisation de niches fiscales...)
 - o Exemples : loi Pinel, CIR (Crédit Impôt Recherche)
- **Evasion fiscale** : comportements d'entreprises ou d'individus visant à déplacer des revenus afin de ne pas ou peu payer d'impôts dessus
 - o Notamment en domiciliant les revenus à l'étranger → paradis fiscaux
 - o Voir scandale OpenLux (février 2021)
- **Capacité de financement de l'économie française ?**
 - o Capacité de financement des différents agents économiques (entreprises, ménages, Etat...)
 - o Plus précisément : capacité de l'Etat à financer des politiques économiques → recettes de l'Etat = recettes fiscales
- Optimisation fiscale et évasion fiscale ⇒ **baisse des recettes fiscales perçues par l'Etat**
 - o Et ce d'autant plus que ce sont les entreprises et les ménages les plus riches, donc qui paient le plus d'impôt, qui sont les plus enclins à l'évasion fiscale et à l'optimisation fiscale

❖ **Quel est le bilan économique de Donald Trump ?**

- o Principales mesures économiques prises :
 - Baisses d'impôts : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés (passé de 35% à 14%)
 - Accord sur la rénovation des infrastructures (2nd trimestre 2019) : 2000 milliards de dollars de dépenses supplémentaires sur 10 ans
 - Augmentation des dépenses dans l'armement
 - Guerre commerciale sino-américaine
 - Dérégulation bancaire, énergétique et environnementale (loi Dodd-Frank assouplie en 2018)
 - Plan de relance coronavirus : mars → 2200 milliards de dollars d'aides, fin avril → 500 milliards de dollars
- o Conséquences :
 - Augmentation de la dette
 - Déficit commercial

❖ **Qu'est-ce que la taxe GAFA ? Quelles sont ses actualités ?**

- o Projet européen, mais difficultés
 - Finalement un projet mené uniquement par la France
 - Depuis avril 2019, taxation à 3% du chiffre d'affaires pour les géants du numérique
 - 27 entreprises du numérique sont concernées

❖ **Quelles sont les différentes stratégies d'implantation des multinationales ?**

- o Stratégie d'**approvisionnement** : s'assurer de la régularité de ses approvisionnements en produits primaires
- o Stratégie de **marchés** : se rapprocher de ses principaux marchés par le biais de filiales-relais souvent spécialisées dans la commercialisation et la distribution (filiales de distribution)
- o Stratégie de **rationalisation de la production** : implantation de filiales-ateliers en charge de la production de la totalité du produit ou d'un de ses composants (filiale de production)

- Stratégie **technico-financière** (données technologiques et commerciales (qualité de la main d'œuvre, voies de communication et de télécommunications) et financières (taux de change, niveau des prélèvements obligatoires...)).

❖ **Qu'est-ce que le paradigme OLI ?**

- **John Dunning** (1988) : le choix de l'IDE comme mode de pénétration du marché étranger sera choisi si et seulement si la firme réunit simultanément les 3 types d'avantages (O, L et I).
 - O : Ownership advantages : avantage spécifique de la firme (propriété technologique, taille et économies d'échelle...)
 - L : Location advantages : avantage de la localisation, lié aux avantages comparatifs de chaque pays/région (différences des prix des inputs, qualité des inputs, coût de transport et de communication)
 - I : Internalization advantages : lié au comportement organisationnel de la firme, qui choisira ou non d'intégrer les différentes phases du processus de production au sein de sa structure (fonction de la diminution du coût d'échange que cela permet, la diminution du vol de droit de propriété, la réduction de l'incertitude, le contrôle de l'offre en quantité et en qualité).
- S'il n'y a pas L mais juste O et I : la firme choisira l'exportation à l'étranger
- Si seulement O et pas L ni I, elle effectuera plutôt une vente de licence auprès d'une entreprise locale.